

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 22/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERROGLOBE FRANCE MONTRICHER**

Usine de Montricher – route des Karellis  
73870 Saint Julien Mont Denis

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement FERROGLOBE FRANCE MONTRICHER implanté route des Karellis 73870 Saint Julien Mont Denis. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi des suites des précédentes visites d'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERROGLOBE FRANCE MONTRICHER
- Route des Karellis 73870 Saint-Julien-Mont-Denis
- Code AIOT : 0006104426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Située dans la vallée de la Maurienne en rive gauche de l'Arc, l'usine de Montricher est spécialisée dans la fabrication de silicium et de fumées de silice destinés respectivement :

- à l'industrie chimique (silicium – 42 % du volume de production) ;
- à l'industrie métallurgique (silicium –18 % du volume de production) ;
- à la fabrication des bétons et mortiers hautes performances (fumées de silice –40 % du volume de production).

Les installations de l'usine de Montricher comprennent principalement :

- des fours électriques (fours 4, 5 et 6 – puissance respective de 15, 15 et 20 MW) dans lesquels s'effectue la réduction du quartz en présence de houille, de coke et de bois ;
- des installations de broyage / concassage de silicium ;
- des stockages de matières premières et de produits finis.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Origine des approvisionnements en eau	APC du 29/06/2022, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.2	Sans objet
3	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection s'inscrit dans la continuité des contrôles effectués par l'inspection des installations classées sur la période 2022 – 2024. Les réponses apportées précédemment par l'exploitant et les éléments présentés par ce dernier lors de la visite permettent de solder certains sujets en attente.

L'exploitant doit cependant apporter des précisions et/ou transmettre des justificatifs en réponse à certaines demandes formulées par l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place une organisation pour faire un relevé quotidien comme demandé par l'arrêté préfectoral. Une évaluation de la consommation doit également être réalisée de manière fréquente, pour détecter toute dérive. L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant d'identifier au plus tôt toute dérive de la consommation d'eau sur le site, notamment en évaluant de manière précise la consommation réelle du site. Il informera l'inspection de son action sous un mois.

**Constats :**Visite d'inspection du 28 juillet 2023 :

Cette prescription réglementaire avait pour rappel été contrôlée lors des visites d'inspection réalisées en août 2022 puis en juillet 2023. A l'issue de la visite d'inspection de juillet 2023, il avait été précisé les points suivants :

- l'exploitant a transmis des éléments de réponse par courrier le 30/09/2022 puis par courriel le 03/11/2022 ;
- le courrier préfectoral du 24/02/2023 a accusé réception des éléments de réponse de l'exploitant et a précisé que ces éléments permettaient de répondre aux demandes de l'inspection des installations classées ;
- l'exploitant doit cependant apporter des précisions à propos de l'évaluation de la consommation nette de l'établissement, en particulier pour la quantité d'eau « consommée » par évaporation au droit des tours aéroréfrigérantes.

Visite d'inspection du 19 février 2026 :

L'exploitant a indiqué que plusieurs compteurs et débitmètres avaient depuis été mis en oeuvre et a précisé que les données fournies par ces équipements sont relevées de façon journalière et tracées au travers d'un nouveau tableur de suivi. Ce document a été présenté en salle puis transmis à l'inspection des installations par courriel le 27/03/2026.

S'agissant de la consommation des tours aéroréfrigérantes, l'exploitant a indiqué qu'il dispose désormais des données fournies par le débitmètre général à l'entrée de l'usine, par le débitmètre en sortie de bassin et par le débitmètre à l'entrée du système de refroidissement du four F6. Au-delà de ces données, l'exploitant dispose également des bilans mensuels et annuels établis par le prestataire AQUAPROX en charge du traitement de l'eau du circuit des tours aéroréfrigérantes. Enfin, l'exploitant a précisé que le volume d'eau d'appoint mis en oeuvre au droit de la tour aéroréfrigérante correspond à la quantité d'eau évaporée au droit de cet équipement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Origine des approvisionnements en eau**

**Référence réglementaire :** APC du 29/06/2022, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter les flux d'eau.

[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

[...]

**Constats :**Visite d'inspection du 28 juillet 2023 :

Suite à cette visite, il a pour rappel été demandé à l'exploitant de quantifier l'usage industriel réalisé avec l'eau prélevée depuis le réseau public afin de démontrer le respect de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2022 qui mentionne que les eaux prélevées sur le réseau public sont des eaux domestiques uniquement.

Courrier de l'exploitant du 18 octobre 2023 :

Par courrier du 18/10/2023, l'exploitant a précisé les points suivants :

- l'eau prélevée dans l'Arc depuis la retenue de Saint Martin située en amont hydraulique de l'usine via une canalisation d'adduction est utilisée pour les usages suivants :
  - refroidissement des systèmes d'électrodes des fours électrométallurgiques ;
  - refroidissement du métal liquide au niveau des installations de recoulée ;
  - arrosage maîtrisé des stocks de quartz pour limiter le risque d'envol de poussières ;
- l'eau prélevée sur le réseau public de distribution d'eau potable est principalement utilisée pour l'hygiène et les commodités des employés. Les autres usages suivants sont également réalisés à partir de l'eau prélevée sur le réseau public de distribution d'eau potable :
  - en cas de besoin, l'alimentation du réseau « sprinkler » de protection incendie ;
  - l'appoint des bassins de refroidissement des fours F4 et F5 (consommation estimée à environ 55m<sup>3</sup>/mois) ;
  - l'arrosage du quartz lors des opérations de déchargement des wagons afin de protéger les salariés des poussières émises au droit du poste de déchargement.

#### Visite d'inspection du 19 février 2026 :

Le directeur de l'usine a informé l'inspection des installations classées de certaines modifications à venir :

- utilisation de l'eau du réseau AEP pour l'appoint du bassin de refroidissement du four F6 en lien avec le projet de modification du réseau de refroidissement de cet équipement. Un dossier de porter-à-connaissance a été transmis au Guichet Unique des ICPE de la Savoie au mois de novembre 2025 ;
- arrosage des stocks de quartz par de l'eau industrielle avec ajout d'un débit mètre au droit de la gare de déchargement. L'exploitant a précisé que de l'eau potable pourrait être utilisée exceptionnellement sur ce post dans le cas où la vanne du barrage serait coupée lors d'épisodes météorologiques spécifiques (non prévisibles et non maîtrisables par l'exploitant, durée estimée à 24 à 48 heures).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les usages décrits par l'exploitant ne sont pas strictement conformes aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2022. L'exploitant peut, en cas de besoin solliciter, une demande de mise à jour de cette prescription auprès du Guichet Unique des ICPE de la Savoie, en transmettant tous les éléments justificatifs associés. Le cas échéant, il doit se conformer aux prescriptions réglementaires applicables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### **N° 3 : Schéma des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II

**Thème(s) :** Risques chroniques,

#### **Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

#### **Constats :**

#### Visite d'inspection du 18 juillet 2024 :

Suite à cette visite, il a été demandé à l'exploitant de mettre à jour ses plans des réseaux.

Courrier de l'exploitant du 4 novembre 2024 :

en complément des éléments présentés lors de la visite d'inspection de juillet 2024, l'exploitant a transmis par courrier du 04/11/2024 les documents suivants :

- schéma du réseau d'eau industrielle de l'usine ;
- schéma du circuit de refroidissement du four F6.

Courriel de l'inspection des installations classées du 7 janvier 2025 :

Par courriel du 07/01/2025 l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de compléter sa réponse en complétant les documents transmis afin d'y faire figurer une représentation du rejet des effluents vers le milieu naturel ainsi que le point de prélèvement associé à ce rejet.

Courriel de l'exploitant du 10 février 2025 :

Par courriel du 10/02/2025, l'exploitant a transmis une mise à jour du plan « général usine » avec la représentation du rejet des effluents vers le milieu naturel et avec le point de rejet associé. Ce document correspond au plan présenté lors de la visite d'inspection de juillet 2024 et fait désormais apparaître les éléments suivants :

- point de rejet canal de fuite Arc ;
- point de prélèvement (au droit du bassin de décantation).

Visite d'inspection du 19 février 2026 :

Lors de la visite d'inspection de février 2026, l'exploitant a de nouveau présenté le plan 0061-A "analyses environnementales – activités – plan des réseaux de l'usine" daté du 11/05/2018. L'exploitant a précisé l'emplacement du point de rejet vers le milieu naturel, du point de prélèvement associé.

L'exploitant a également indiqué à l'inspection des installations classées, lors de la visite terrain, de l'emplacement du point de prélèvement associé au point de rejet des eaux vers le milieu naturel.

L'exploitant s'est engagé à mettre à jour le document 0061-A en y faisant figurer en particulier la date de la dernière mise à jour et l'indice actualisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le document mis à jour à la suite de la visite d'inspection doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit indiquer de façon explicite l'implantation du compteur gare sur ce document mis à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Débit de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

**Thème(s) :** Risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

## **Constats :**

### Visite d'inspection du 18 juillet 2024 :

Lors de la visite d'inspection réalisé en juillet 2024, l'exploitant avait indiqué avoir récemment aménagé un point de prélèvement en sortie de son bassin de décantation avec une mesure en continu du débit accréditée COFRAC. A l'issue de la visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant :

- de transmettre les documents relatifs aux dispositifs installés (schémas, procès-verbaux d'installation, attestation COFRAC, etc.) ;
- de s'assurer de pouvoir accéder aux valeurs de mesures de débit mesurées en continu, de façon à pouvoir effectuer un suivi de ce dernier et de le corrélérer avec les utilisations de l'eau sur le site.

### Courrier de l'exploitant du 4 novembre 2024 :

Par courrier du 04/11/2024, l'exploitant a transmis un dossier des ouvrages exécutés (DOE) établi par la société COMA en août 2017 suite à la mise en oeuvre sur le site des outils d'autosurveillance des rejets de l'usine au milieu naturel. Il a précisé que les sondes (débit, pH, conductivité, température) seraient étalonnées par un prestataire externe.

### Courriel de l'inspection des installations classées du 7 janvier 2025 :

Par courriel du 07/01/2025, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'apporter des précisions à propos des points suivants :

- transmettre les documents relatifs à l'accréditation COFRAC du point de rejet obtenue depuis le mois de mai 2024 et évoqué lors de la visite d'inspection de juillet 2024 ;
- confirmer que les mesures en continu des débits rejetés avant le collecteur permettant le rejet au Ru puis à l'Arc sont bien récupérées et enregistrées ;
- les informations relatives à l'étalonnage de la station de mesure (débit, pH, conductivité et température) : date de l'opération, organisme ayant réalisé l'opération et justificatifs associés.

### Courriel de l'exploitant du 10 février 2025 :

Par courriel du 10/02/2025, l'exploitant a transmis le devis établi en 2025 par la société IRH en charge de la prestation de surveillance des rejets aqueux ainsi que la fiche relative à l'intervention réalisée au mois de juin 2024. L'exploitant a précisé que ces documents faisaient bien état de la certification COFRAC du point de mesure.

L'offre technique et financière établie par le prestataire IRH en lien avec la surveillance des rejets aqueux de l'établissement précise en page 5 une accréditation du point de rejet pour les paramètres suivants :

- débitmétrie : non ;
- échantillonnage : oui ;
- pH : oui / non ;
- température : oui / non.

Ce document précise également que IRH est accrédité COFRAC pour une partie de ses prestations.

La fiche établie par IRH à la suite de l'intervention réalisée du 17 au 18/06/2024 permet de rendre la mesure du débit sous accréditation COFRAC.

L'exploitant a de plus informé l'inspection des installations classées que la société COMA ayant installé le système d'autosurveillance des rejets en 2017 n'était plus en activité. Il a précisé que cette société fournissait chaque année un certificat annuel d'étalonnage et que c'est la société AQUAPROX qui serait désormais en charge de cet étalonnage à compter du redémarrage de

l'usine à la fin de la période hivernale. Il a indiqué à l'inspection des installations classées que les éléments justificatifs pourraient être communiqués à ce moment-là. L'exploitant a également informé que la société AQUAPROX ne serait pas en mesure de réaliser l'étalonnage de la mesure du débit et qu'une recherche de prestataire était en cours.

Visite d'inspection du 19 février 2026 :

Lors de la visite d'inspection de février 2026, l'exploitant a informé l'inspection des installations qu'aucun prestataire n'avait été identifié et que l'étalonnage de la mesure du débit était actuellement réalisé en interne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit poursuivre les démarches engagées afin de répondre à la demande n°7 formulée par l'inspection des installations classées au travers du point de contrôle n°3 du rapport relatif à la visite du 18/07/2024 et rappelée ci-après :

*L'exploitant s'assure de pouvoir accéder aux valeurs de mesures de débit mesurées en continu, de façon à pouvoir effectuer un suivi de ce dernier et de le corrélérer avec ses utilisations de l'eau sur le site (cf. constat précédent).*

L'objectif est de pouvoir disposer d'une mesure en continu du débit rejeté.

Des précisions sont encore également attendues de la part de l'exploitant à propos de la certification COFRAC du point de rejet et de l'étalonnage de la station de mesure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois